



Les responsables de la Chambre de commerce ont présenté leur étude en début de semaine.

Dégraissage de 4,5 milliards d'euros?

La Chambre de commerce considère que l'État grand-ducal est totalement inefficace.

Un papier qui est presque passé inaperçu jusqu'à présent. Le document élaboré par la Chambre de commerce et publié dans le cadre de sa série *Actualité & Tendances* n° 5 mérite pourtant un débat approfondi.

De notre journaliste
Jean Rhein

Le document intitulé *Maîtrise des dépenses publiques : quelles options pour le Luxembourg?* n'a rien de consensuel. Si la Chambre de commerce affirme dans la première phrase de son introduction que «sa mission (consiste dans la) promotion de l'intérêt général», le cahier se distingue par sa prise de position néoli-

bérale osée. Alors que les membres du gouvernement se trouvent actuellement en séminaire pour concocter le budget des recettes et des dépenses de l'État pour 2009, ce qui aurait assuré normalement une large couverture médiatique, les affirmations du pamphlet semblent s'engouffrer dans les méandres de la crise des marchés financiers qui frappent également le Luxembourg.

➤ Les particularités d'un petit pays

Les auteurs affirment l'inefficacité de l'administration de l'État luxembourgeois. Des propos mille fois entendus et mille fois répétés,

mais dont l'originalité, cette fois, réside dans le fait qu'ils ne concernent pas seulement l'école (la plus chère et la moins performante en Europe, selon le graphique en page 43), mais aussi, par exemple, les services d'ordre. La sécurité publique dont Luc Frieden a la responsabilité gouvernementale, est selon l'indicateur de la Chambre de commerce un gouffre pour l'input et une preuve d'inefficacité pour les services d'ordre (2^e rang en ce qui concerne les dépenses d'ordre et de sécurité publique, derrière le Royaume Uni; avec un résultat plus que médiocre en ce qui concerne le nombre d'infractions par habitant de 0,055 - ce qui prouve aussi avec un tel indicateur cocasse que tous les ha-

bitants ne sont pas des délinquants). On serait prêt à prendre la défense de M. Frieden, puisque le néolibéralisme des ressortissants de la Chambre de commerce, dans le présent cas, suggère vraisemblablement que l'efficacité sécuritaire ne pourrait être assurée que par le recours aux services de polices privées. La Chambre de commerce qui est une institution vénérable bien intégrée dans le système politique grand-ducal siège, à l'encontre de ses parents pauvres (les Chambres de commerce de nos pays voisins), dans un palais au Kirchberg. S'imaginer que le budget de l'État doit dégraisser de quelque 4,5 milliards d'euros, ne peut se faire que dans ce contexte de la volupté.